

Etre de gauche en 2007

mercredi 8 novembre 2006, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 3 octobre 2006).

Exposé introductif à une réunion publique en vue de la constitution du Collectif du Confluent pour une alternative antilibérale de gauche et des candidatures unitaires.

Prades, le 3 octobre 2006

D'abord que signifie être de gauche ?

On dit souvent que le clivage gauche-droite est dépassé. Certains expriment même le souhait qu'il n'y ait plus « ni gauche, ni droite ». Ce fut et c'est, le plus souvent, un langage tenu par des gens de droite, voire d'extrême-droite. Nombreuses sont les dictatures qui se sont instaurées au nom du dépassement de ce clivage. Quelqu'un qui est vraiment de gauche ne parlera jamais ainsi. Parce que « être de gauche », cela signifie adhérer à 7 constats qui conduisent à 7 choix :

Premier constat : quel que soit le stade d'évolution d'une société humaine, même dans celles qui se prétendent les plus avancées – prenons par exemple la Californie - il y a encore et toujours des exploiters et des exploités. La lutte des classes existe, même si les formes de la lutte et les caractéristiques des classes ont changé. C'est une réalité incontournable et jamais dépassée jusqu'ici. **Etre de gauche signifie garder en permanence cette réalité à l'esprit.**

Deuxième constat : cette exploitation de l'homme par l'homme est mondiale ; à l'intérieur de chaque pays, mais aussi entre pays riches et ceux qui le sont moins ou ne le sont pas. « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre » affirmait Marx. Etre de gauche signifie placer sa démarche militante non pas dans un cadre exclusivement national, mais dans une vision globale. Jamais plus qu'aujourd'hui n'a été pertinent l'appel aux prolétaires de tous les pays à s'unir, même si la définition du prolétariat a quelque peu changé. **Etre de gauche, c'est être internationaliste. C'est cultiver, ici et partout, la fraternité.**

Troisième constat : les humains sont naturellement des êtres collectifs ; pendant longtemps, on l'a pressenti. Aujourd'hui, les connaissances dont nous disposons permettent d'affirmer que la vie en société précède l'émergence des individus. Ce qui remet en cause le postulat selon lequel l'économie est la base de la société. Les rapports sociaux ne sont pas seulement des rapports de production et l'échange de biens n'est pas l'activité première des humains. **Etre de gauche signifie prendre en compte le collectif tout en respectant la personne.**

Quatrième constat : l'histoire de l'humanité est celle d'une tension entre deux aspirations jusqu'ici présentées comme contradictoires : la liberté et l'égalité. Cette tension est particulièrement forte dans la France qui a brisé les chaînes de la tyrannie au nom de l'égalité, mais où la liberté est trop souvent entendue comme la liberté individuelle, comme l'aspiration personnelle à monter dans la hiérarchie sociale. Ce qui pose le problème de la place de la propriété et de la place de l'espace public. Ce qui conduit à la nécessité d'une fonction redistributrice et d'une nécessaire limite à l'accumulation. **Etre de gauche, c'est affirmer qu'à côté de la propriété individuelle, il doit y avoir une place décisive pour la propriété sociale, instrument de la justice sociale.**

Cinquième constat : le mouvement des idées comme l'engagement personnel ne sauraient s'extraire d'un contexte historique. Notre histoire s'inscrit dans une continuité, dans une dynamique. La révolution bourgeoise de 1789 a engendré les prémisses d'une révolution prolétarienne en 1793 interrompue par Thermidor, mais qui a surgi de nouveau avec Gracchus Babeuf, avec ceux de 1848, pendant la Commune, pendant le Front populaire, dans la Résistance et même en mai 1968. C'est dans cette perspective historique française que s'inscrit le combat de la gauche. **Etre de gauche, c'est, comme le disait Jaurès, « demander le bénéfice de la Révolution française pour la classe qui au jour du suprême péril en avait été la force et le nerf ».**

Sixième constat : après la Magna Carta des Britanniques, après la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le peuple français a adopté la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen avant d'abroger, le 4 août 1789, les privilèges de la naissance. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, dans l'espérance du « plus jamais ça » nous avons adopté la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et un peu plus tard, les Pactes internationaux sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur les droits civils et politiques. Les plus beaux textes jamais conçus par les êtres humains. Ils donnent à l'idée de démocratie une dimension qui dépasse et de loin le concept aujourd'hui limité de démocratie représentative. Des textes dont on nous dit dans les milieux des affaires et de la finance qu'ils sont dépassés. **Etre de gauche, c'est non seulement adhérer à ces textes, mais se battre pour qu'ils deviennent réalité chez nous comme partout dans le monde.**

Septième constat : dans un manifeste célèbre, écrit en 1848, on pouvait déjà lire ce constat qui non seulement n'a pas pris une ride, mais s'applique parfaitement à la mondialisation mercantile, au capitalisme dérégulé que nous subissons aujourd'hui : « *la bourgeoisie (...) ne laisse subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme que le froid intérêt (...). Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises l'unique et impitoyable liberté du commerce.* » Aujourd'hui, la production comme l'échange non seulement sont plus que jamais au service exclusif du profit, mais contribuent à la destruction du lien social et même à la destruction de la planète. **Etre de gauche, c'est avoir la volonté de remettre en question les finalités de la production et de l'échange.**

Sans doute faut-il ajouter à ces 7 choix, celui de l'humanisme, celui de la probité, celui de l'esprit critique et celui de la laïcité. Mais convenons qu'on peut parfois trouver ailleurs qu'à gauche des personnes qui partagent ces valeurs.

Que signifie être de gauche lorsqu'on est confronté aux échéances de 2007 ?

Le néolibéralisme que nous subissons constitue la phase actuelle du développement du capitalisme. Il se caractérise par une hostilité systématique à toute forme de partage des richesses produites et un renforcement de l'accumulation, par une réduction des tâches publiques à des activités sécuritaires, par un transfert à des institutions supranationales (Union européenne, OMC, FMI) de pouvoirs qui leur donnent la capacité de remettre en cause les acquis démocratiques et sociaux par des dérégulations massives. Lancé par Reagan et Thatcher, ce néolibéralisme a trouvé une nouvelle impulsion avec les néo-conservateurs américains qui lui ont ajouté une dimension religieuse. Les gouvernements d'Europe, quelle que soit leur composition, ont suivi. Ils suivent encore et sont, autant que les USA, les architectes de cette nouvelle forme du capitalisme.

Parce que nous sommes de gauche, nous sommes décidés à le combattre, maintenant, ici et partout.

Parce que nous sommes de gauche, nous avons mobilisé nos ressources et nos efforts pour apporter, en France, la première riposte à cette restauration conservatrice en rejetant le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Ce rejet a suscité et suscite de grandes espérances en France, mais

également dans de nombreux pays d'Europe et même dans certains pays du Sud.

Parce que nous sommes de gauche, nous convenons que cette espérance ne peut être déçue.

Parce que nous sommes de gauche, nous affirmons la nécessité de donner à cette espérance, à l'occasion des scrutins qui vont venir, un prolongement politique, indispensable complément aux luttes sociales. Et nous appelons à une démarche unitaire pour matérialiser ce prolongement politique.

Que signifie une démarche unitaire ?

Le 29 mai 2005, plus de 15 millions de Françaises et de Français ont rejeté un projet de société pour notre pays et pour l'Europe qui figeait dans le marbre un modèle de société néolibérale. Toutes les études qui ont analysé ce scrutin, y compris lorsqu'elles provenaient de partisans du projet de TCE, ont conclu que sur les 15 millions près de 12 millions étaient des électrices et des électeurs de gauche. Ce sont ces douze millions que nous voulons rassembler au premier tour du scrutin présidentiel et lors des élections législatives.

Pour rassembler, il faut proposer autre chose qu'une simple alternance. Il faut proposer **une alternative crédible** qui soit cohérente avec les arguments employés pendant la campagne contre l'Europe néolibérale.

Une alternative crédible, c'est d'abord un projet politique. Nous sommes en passe de réussir sa rédaction. Dans le cadre des collectifs du 29 mai qui se sont créés après le référendum, puis dans celui des collectifs pour une alternative antilibérale de gauche et des candidatures unitaire proposés par l'Appel que nous avons lancé le 11 mai dernier, nous avons durement travaillé à élaborer ce projet. Les 14 et 15 octobre, nous nous réunirons pour en débattre et, je l'espère, l'adopter.

Une alternative crédible, c'est aussi une démarche politique dénuée de toute ambiguïté et de toute équivoque. Ce qui pose le problème de nos rapports avec le Parti socialiste. Nous avons réglé ce problème, après de longs et difficiles débats. Nous avons adopté, le 10 septembre, un texte qui dit : *« Nous ne serons pas d'un gouvernement dominé par le social-libéralisme qui, dans sa composition comme dans son projet, ne se donnerait pas les moyens de rompre enfin avec le libéralisme, ne répondrait pas aux attentes. Le Parti socialiste, notamment, a adopté un programme qui tourne le dos à une rupture franche avec le libéralisme. Il est hors de question, pour nous, de négocier sur cette base un contrat de gouvernement dont l'action, décevant une nouvelle fois, déboucherait inéluctablement sur le retour d'une droite plus dure encore. De même, il est hors de question d'accepter l'idée proposée par le PS d'une " fédération de la gauche " autour d'une telle orientation ».*

Je suis de ceux qui pensent que le Parti socialiste et ses dirigeants ont cessé d'être de gauche parce que le social libéralisme du PS, ce n'est plus la gauche, c'est le vieux centrisme qui fut incarné jusqu'en 1940 par le radicalisme. Et je suis pleinement satisfait avec ce texte qui doit empêcher toute répétition de la catastrophe gauche plurielle.

Une alternative crédible, c'est une candidature qui rassemble, une candidature qui peut mobiliser les 12 millions d'électrices et d'électeurs de gauche du 29 mai. Le débat n'est pas entre une candidature issue d'un parti ou pas. Nous avons été tous ensemble, militants de partis, de syndicats, d'associations et personnes non encartées pour battre le TCE. Et chacune de nos appartenances est éminemment respectable, y compris le fait d'assumer ses choix sans la protection d'une structure. Nous sommes tous des militants du 29 mai. Mais nous sommes piégés dans un système institutionnel et nous sommes obligés de l'appliquer si nous voulons être en mesure de le changer. Il nous faut

donc faire un calcul froid pour répondre à la question : **qui peut réunir le plus de voix ?**

Les collectifs vont avoir à s'exprimer à ce propos. Je souhaite que ce soit à cette question et à cette unique question qu'ils apportent la meilleure réponse. Il serait normal que dans le Conflent aussi, il y ait une réponse à cette question et je voudrais faire, ici ce soir, la proposition que nous ne nous quittons pas sans avoir décidé de la création d'un collectif du Conflent pour une alternative antilibérale de gauche et des candidatures unitaires.

Raoul Marc JENNAR

Militant du 29 mai

Porte-parole du Collectif national